

[Text]

Mr. Labelle: Also, all of this \$100-billion market does not qualify for credit interest. First of all, it's not everybody who needs credit insurance. At some point there is also a no-capacity, because of the quality of the risks. You can't really say that the market is \$100 million; the market might only be \$25 billion, \$30 billion or \$40 billion.

• 1055

Mr. James: I guess we'd all like one-stop shopping. I would like that too. Small business people would probably like to have one-stop shopping. They are probably subjected to more stops than anybody else. The customers seem to be indicating that they would like that and that their current situation is not being met, yet you seem to be saying that if there are gaps we should be able to fill them and be fair to free enterprise—which you all are.

It seems all very real, and something like that should have taken place. It seems almost too—

Mr. Althouse: Do you want the history of—

Mr. James: Yes. I don't understand. How could we have proceeded this far and gotten into this situation without drawing up organizations like yours and supposedly drawing up organizations like EDC?

It appears that your point is well taken. I'm sure it will be discussed and looked at in depth.

The Chairman: If there are no further questions for our witnesses this morning, on behalf of the committee I would like to thank IBC for being here with us this morning and answering our questions. Thank you.

I would like to remind the committee that we do have officials standing by, based on our discussions at our first meeting that we would decide after we heard from our witnesses this morning whether or not we would proceed to clause-by-clause consideration. I'm open to discussion from the committee.

Mr. McCreath: Mr. Chairman, I would like to suggest that we ask the EDC officials to come. We heard some concerns raised by the Bankers Association yesterday and we also heard some concerns expressed by the insurance industry this morning. I think we should ask the EDC officials to come to the witness place and respond to those two concerns, as well as comment on this set of regulations. It is not part of this legislation but certainly is the source of some of the concerns that were expressed.

Following that, it would be my hope that we could proceed with clause by clause. I don't know if any of my colleagues on the other side had any amendments they were going to put forward. The Bankers Association. . . I don't know if you would be interested in presenting any of those. We might ask them to comment on these as well. Then, as I say, I hope we might be able to proceed. It was our original intent to try to complete the bill this morning. We all have other things to do.

The Chairman: Would it be acceptable that we invite the EDC officials?

[Translation]

M. Labelle: D'autre part, tout ce marché de 100 milliards de dollars ne pourrait être assuré. Tout d'abord, tout le monde n'a pas besoin d'assurance-crédit. Et puis, à un certain point, la capacité est nulle du fait du type de risque. On ne peut pas affirmer que le marché est de 100 milliards de dollars; il pourrait n'être que de 25, 30 ou 40 milliards de dollars.

M. James: Nous aimerions tous profiter d'un guichet unique, tant moi que les petits entrepreneurs, ces derniers étant sans doute les plus touchés par l'aspect fragmentaire des services actuels. Les clients semblent dire que c'est là ce qu'ils souhaitent et que les services actuels ne répondent pas à leurs besoins. Et pourtant, vous semblez dire que s'il y a des lacunes, nous devrions être en mesure de les combler tout en étant équitable à l'égard du système de libre entreprise—ce qui est votre cas à tous.

Cela semble très logique et un tel système aurait dû être mis en place. Il me semble que c'est trop. . .

M. Althouse: Voulez-vous connaître les antécédents. . .

M. James: Oui. Je ne comprends pas. Comment avons-nous pu fonctionner jusqu'à maintenant et en arriver à une telle situation sans faire appel à des organismes comme le vôtre ou la SEE?

Il semble que votre message soit bien compris. Je suis certain que nous en discuterons et que nous l'étudierons en profondeur.

Le président: Si personne n'a d'autres questions à poser à nos témoins, je remercie le BAC, au nom du comité, d'avoir témoigné devant nous ce matin et d'avoir répondu à nos questions. Merci.

Je rappelle au comité que des fonctionnaires attendent pour comparaître, compte tenu de ce qu'à notre première séance, nous avions convenu d'entendre d'abord nos témoins de ce matin avant de décider si nous voulons ou non faire maintenant l'étude article par article. Je suis prêt à entendre l'avis des membres du comité.

M. McCreath: Monsieur le président, je propose que nous demandions aux fonctionnaires de la SEE de témoigner. Hier, l'Association des banquiers nous a fait part de certaines de ses préoccupations tout comme l'ont fait les représentants de l'industrie de l'assurance ce matin. Nous pourrions demander aux représentants de la SEE de prendre place à la table des témoins pour répondre à ces préoccupations, ainsi que pour faire des observations sur l'ensemble des règlements. Ces règlements ne sont pas partie intégrante de la mesure législative mais sont certes à la source de certaines des préoccupations qui ont été exprimées.

Par la suite, nous pourrions peut-être passer à l'étude article par article. Je ne sais pas si mes collègues de l'opposition ont des amendements à proposer. L'Association des banquiers. . . peut-être êtes-vous intéressés à présenter ces amendements. Je leur demanderai peut-être leur avis sur ces amendements également. Ensuite, nous pourrions peut-être passer à l'étude article par article, puisqu'à l'origine, nous avions l'intention de terminer l'étude de ce projet de loi ce matin. Nous avons tous d'autres travaux à faire.

Le président: Les membres du comité sont-ils d'accord pour que nous invitons les représentants de la SEE?